

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5076 - Vendredi 06 Mars 2026 - Prix : 200 Fc

RECONSTRUCTION DE L'HÔTEL GALAWA :

Un fiasco à 56 millions d'euros



Maquette du Galawa par le groupe Elsewedy

ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraladjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

Ancien fleuron du tourisme national, le Galawa devait renaître de ses cendres grâce à un investissement colossal de 56 millions d'euros. Mais aujourd'hui, force est de constater que le rêve vire au cauchemar. Après avoir encaissé plus de 17 millions d'euros, l'entreprise Elsewedy a quitté le pays, laissant derrière lui un chantier qui n'affiche que des structures brutes et des fondations inachevées. La lune de miel avec le groupe égyptien recommandé par Abdel Fattah al-Sisi à la demande d'Azali Assoumani, semble bel et bien terminé, et Moroni doit désormais rembourser le prêt à Afriximbank.

Sur le terrain, le constat est amer. Les pelleuses se sont tues, et les travaux, lancés début 2023, sont à l'arrêt total depuis début 2025. Les clôtures du chantier sont encore debout. A l'intérieur, la nature reprend allègrement ses droits. A ce jour, le projet a englouti plus de 17 millions d'euros, soit plus de 8 milliards de nos francs, mais le site ne présente que des structures en béton brut et des fondations inachevées, bien loin du palace tropical promis. Plus inquiétant encore, les matériaux de construction seraient bradés. Une indice, s'il en fallait encore une autre, que l'entreprise n'est pas partie pour revenir, du moins pas de sitôt, malgré les assurances de ses interlocuteurs locaux.

LIRE SUITE PAGE 3

LES MERCREDIS DU CNDRS :

Le respect mutuel, pilier d'une coexistence harmonieuse

Dans le cadre des conférences organisées durant le mois de Ramadan, le Centre national de documentation et de recherche scientifique (CNDRS) a accueilli, mercredi soir à Moroni, la deuxième rencontre des « mercredis du CNDRS ». Consacrée au thème de la coexistence avec autrui selon l'islam, cette conférence a réuni étudiants, chercheurs, responsables associatifs et citoyens, en présence du président de la République Azali Assoumani, autour d'une réflexion sur le dialogue, la tolérance et le vivre-ensemble.

Le docteur Abdoul Hakim Mohamed Shakir, président de l'Association caritative islamique, a ouvert la soirée par une intervention centrée sur la nécessité de faire de la tolérance une pratique quotidienne. Selon lui, celle-ci ne doit pas rester un simple principe théorique mais doit se traduire

concrètement dans les familles, les quartiers et les institutions. Pour l'orateur, l'islam constitue une véritable force de cohésion universelle, qui appelle ses fidèles à agir avec droiture et bienveillance envers autrui. Illustrant cette dimension universelle, il a évoqué l'exemple des Comoriens présents aux quatre coins du monde, démontrant qu'un musulman peut s'intégrer dans différentes sociétés tout en respectant leurs lois et leurs valeurs. Il a également exhorté les prédicateurs à promouvoir un message de paix et de tolérance.

Son collègue, le docteur Said Ahmed Mohamed, maître de conférences à l'université Imam Al-Shafi'i, a poursuivi la réflexion en rappelant que la coexistence est profondément enracinée dans la sunna. « Le Prophète nous a enseigné que la diversité est une richesse et que la paix avec autrui est une obligation spirituelle. Coexister, c'est reconnaître l'autre dans sa



dignité », a-t-il affirmé. S'appuyant sur plusieurs hadiths, il a élargi la notion d'« autrui » en expliquant qu'elle ne concerne pas uniquement les êtres humains, mais également la faune, la flore et l'ensemble de la création d'Allah. Il a insisté sur l'égalité des droits humains et sur

l'importance de l'entraide entre les individus. Il a aussi rappelé un principe fondamental de l'enseignement du Prophète : l'interdiction de nuire à son prochain, y compris à ceux qui ne partagent pas la foi musulmane.

Dans l'assistance, Akim Said

Mshangama, expert en résolution des conflits, a présenté cinq piliers essentiels pour construire une paix durable : la dignité humaine, le respect mutuel, la réconciliation, la responsabilité et l'empathie. Il a plaidé, devant le président Azali Assoumani, pour l'intégration de ces valeurs dans les programmes scolaires dès le primaire afin de renforcer la culture du vivre-ensemble. Le directeur du CNDRS, Mze Hamadi Toiwilou, a pour sa part souligné l'importance de ces rencontres intellectuelles et spirituelles, estimant qu'elles ouvrent la voie à de nouveaux débats sur des questions fondamentales pour la société. Les échanges ont ainsi montré que la coexistence n'est pas seulement un idéal religieux, mais également une nécessité pour bâtir une société apaisée et harmonieuse.

Aticki Ahmed Ismael

SANTÉ PUBLIQUE :

L'ANAMEV alerte sur les 27 lots de Doliprane rappelés

Suite au rappel, le 23 février dernier, de 27 lots de Doliprane 2,4% suspension buvable par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), en raison d'un défaut des pipettes doseuses pouvant entraîner un risque de surdosage chez les enfants, l'Agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires (ANAMEV) est sortie de son silence le mercredi 4 mars 2026 aux Comores. Elle appelle la population à la prudence et invite les détenteurs des lots concernés à se rapprocher de leurs pharmaciens.

Comme attendu, l'ANAMEV a apporté des éclaircissements essentiels à la presse, le 4 mars dernier. Rappelons que l'ANSM avait procédé, dès le 23 février, au rappel de 27 lots de ce médicament très utilisé chez les enfants, en raison d'un défaut potentiellement grave des pipettes doseuses.

Le risque serait un surdosage en paracétamol, aux conséquences potentiellement lourdes pour les nourrissons et les jeunes enfants pesant entre 3 et 26 kg. Une situation alarmante qui a suscité de vives inquiétudes. L'objectif affiché est d'assurer une information sécuritaire transparente et proactive, conformément au rôle de l'agence chargée de la sécurité sanitaire. Le Dr Assoumani Mohamed, chef du service de la réglementation pharmaceutique, a pris la parole afin d'apporter des précisions essentielles, insistant sur la nécessité d'adopter une approche mesurée face à cette situation.

Le communiqué diffusé lors de l'intervention confirme que certains lots de Doliprane 2,4% suspension buvable sont effectivement concernés par un « défaut de qualité affectant les pipettes ». Le problème réside dans l'effacement des graduations après un lavage à l'eau chaude ou tiède, rendant le dosage imprécis. Toutefois, un point crucial a été sou-

ligné par le Dr Assoumani Mohamed : « La qualité intrinsèque du produit reste tout à fait conforme. » Autrement dit, le principe actif du médicament n'est pas altéré ; seul l'outil de mesure présente une défaillance.

Face à cette situation, et afin « d'éviter un risque de pénurie pouvant résulter d'un retrait total du médicament au niveau de la chaîne d'approvisionnement comorienne », l'ANAMEV a opté pour une approche pragmatique. Elle invite les per-

sonnes en possession des lots concernés à se rapprocher de leur pharmacien d'officine pour obtenir des informations complémentaires. « Un dispositif est déjà mis en place à leur niveau pour assurer votre sécurité », a rassuré le chef du service de la réglementation pharmaceutique. Par ailleurs, l'agence a tenu à mettre en garde. « Il est formellement interdit de se procurer des médicaments en dehors de la chaîne de distribution régulière, à savoir les officines privées, les pharmacies

hospitalières et les points de cession d'OCOPHARMA. » Un rappel nécessaire pour garantir la traçabilité et la conformité des produits pharmaceutiques. En cette période de rappel, la vigilance reste de mise pour les parents comme pour les professionnels de santé, afin de garantir la sécurité et le bien-être des enfants.

Hamdi Abdillahi Rahilie

La liste des lots spécifiques concernés par ce défaut de pipettes, ainsi que leurs dates d'expiration, a également été communiquée

: LOM (EXP 08/2027) ; LO5 (EXP 08/2027) ; L036 (EXP 08/2027) ; L087 (EXP 09/2027) ; LO38 (EXP 08/2027) ; LO38 LO33 (EXP 08/2027) ; L35 (EXP 08/2027) ; L036 (EXP 08/2027) ; L037 (EXP 09/2027) ; LO38 (EXP 09/2027) ; LO039 (EXP 09/2027) ; LO039 (EXP 09/2027) ; LO40 (EXP 09/2027) ; LO41 (EXP 09/2027) ; LO42 (EXP 09/2027) ; LO43 (EXP 09/2027) ; LO44 (EXP 09/2027) ; L045 (EXP 09/2027) ; L046 (EXP 09/2027) ; L047 (EXP 09/2027) ; L048 (EXP 09/2027) ; L049 (EXP 09/2027) ; L050 (EXP 10/2027) ; L051 (EXP 10/2027) ; L053 (EXP 10/2027) ; L054 (EXP 10/2027) ; L055 (EXP 10/2027) ; L056 (EXP 10/2027) ; L057 (EXP 10/2027) ; L058 (EXP 10/2027).

SANTÉ PUBLIQUE :

27 cas confirmés de Mpox, aucun décès enregistré



Dans un communiqué publié le mercredi 3 mars 2026 (publication n°009/03/2026), la Direction de l'information et des statistiques sanitaires fait le point sur la situation de l'épidémie de Mpox au pays. Depuis la déclaration de la maladie, 59 cas suspects ont été testés, dont 27 confirmés, principalement à Ngazidja. Aucun décès n'a été enregistré à ce jour, mais les autorités sanitaires appellent à la vigilance afin d'éviter une flambée, notamment en cette période de rassemblements liés au mois sacré.

Selon les données communiquées, parmi les 27 cas confirmés, 22 sont des hommes et 5 des femmes, soit un sex-ratio homme/femme de 4,4. Dix-neuf patients sont

déclarés guéris, tandis que huit cas actifs sont actuellement pris en charge au site de traitement de Sambakoumi, à Ngazidja. Le taux de positivité s'établit à 45,7% (27 cas confirmés sur 59 cas testés). Le taux d'attaque cumulé est estimé à 2,9 cas pour 100 000 habitants au niveau national, avec des disparités entre les îles à savoir 5,7 cas pour 100 000 habitants à Ngazidja contre 0,26 cas pour 100 000 habitants à Ndzuwani.

S'agissant de la répartition géographique, 26 cas confirmés sont enregistrés à Ngazidja, dont 18 dans le district du Centre, 3 dans le district de Hamahamet-Mboinkou, 3 dans celui d'Oichili-Dimani, 1 dans le district de Mbadjini-Est et 1 dans le district de Mitsamihouli-Boudé. Aucun cas n'est signalé dans les districts du Hambou et de Mbadjini-

Ouest. À Ndzuwani, un seul cas confirmé est recensé dans le district de Ouani depuis le début de l'épidémie, tandis qu'à Mwali, aucun cas n'est déclaré à ce jour.

Depuis le 19 février dernier, 57 nouveaux contacts ont été identifiés et sont suivis par les équipes sanitaires, portant le cumul à 186 contacts. Le ministre de la Santé et de la Protection sociale, Ahamadi Sidi Nahouda, exhorte la population à renforcer les mesures de prévention et à redoubler de vigilance afin d'éviter une éventuelle flambée de l'épidémie. Il rappelle que se protéger, c'est protéger l'ensemble de la population.

Mohamed Ali Nasra

RECONSTRUCTION DE L'HÔTEL GALAWA :

Un fiasco à 56 millions d'euros

Suite de la page 1

Le résultat est loin des attentes présidentielles. Selon nos informations, le président Azali Assoumani serait aujourd'hui « très furieux » de la tournure des événements, pour un hôtel qui devait être inauguré en 2024 et profiter aux Jeux des îles de l'Océan Indien de 2027. Il en voudrait notamment aux coordinateurs du projet pour n'avoir pas su sécuriser l'exécution des travaux et anticiper le départ du prestataire. Car, au-delà du chantier actuel, l'hôtel Galawa a longtemps été bien plus qu'un simple établissement de luxe. Il était le symbole du rayonnement touristique des Comores. Inauguré en 1988, ce fleuron de 280 chambres était le deuxième employeur du pays après l'État, attirant les plus grands tour-opérateurs et des liaisons aériennes prestigieuses. Ce joyau a fermé ses portes en 2002 avant d'être complètement rasé sept ans plus tard par décision

du président Sambi.

L'espoir renaît en 2019 lors de la Conférence des bailleurs à Paris. L'idée de relancer l'hôtel se concrétise et, contrairement aux procédures habituelles, c'est le chef de l'État comorien qui a sollicité son homologue égyptien pour qu'il lui recommande une entreprise égyptienne « sérieuse » capable de mener à bien ce chantier d'envergure. Suite à cet échange qui a eu lieu au Caire, la capitale égyptienne dont Azali est un grand habitué, le président égyptien a présenté le PDG du groupe Elsewedy Electric à son homologue comorien.

Après cette mise en relation au sommet de l'État, le groupe Elsewedy, via sa filiale Rowad, est retenu pour la reconstruction, bien qu'aucun appel d'offres n'ait été lancé pour sélectionner l'entreprise. Parallèlement, des discussions avancées sont engagées avec le groupe Marriott International pour l'exploitation. Marriott est alors

impliqué dès les phases de conception afin d'intégrer ses standards techniques et fonctionnels dans la construction.

Le cadre du projet est formalisé le 21 décembre 2020 par une convention d'établissement entre l'État comorien et Elsewedy pour la conception, l'approvisionnement, la construction et le financement d'un hôtel de standing international pour 56 millions d'euros. Ces fonds reposent sur un accord de financement avec Afreximbank pour réaliser le projet de l'État. Dans ce cadre, Moroni a émis deux billets à ordre ordonnant à la banque de payer deux factures à Elsewedy d'un montant de 9 509 297,04 euros. Ce sont ces sommes ajoutées à l'avance de démarrage de 7 742 323 euros, que l'État comorien s'est engagé à rembourser. Depuis mai 2025, l'État a commencé à rembourser le prêt d'un hôtel qui n'existe pas, à raison de 475 464 euros par trimestre.

Face à l'impasse, une option osée est évoquée : céder le projet, le site y compris, à Elsewedy. Si les proches locaux du groupe égyptien y voient une chance de relance rapide, le milieu économique, lui, s'y oppose fermement. Les critiques sont acerbes : Elsewedy a déjà absorbé une part importante des fonds sans livrer d'infrastructure exploitable, et une telle cession entraînerait, de l'avis de ceux qui s'y opposent, une perte totale de souveraineté sur un actif national stratégique.

Ce nouveau revers laisse un goût de déjà-vu particulièrement amer. Il faut rappeler qu'avant Elsewedy, le groupe émirien Armada s'était lui aussi positionné sur le site mythique du Galawa. En 2018, une présentation en fanfare d'une maquette luxueuse avait fait briller les yeux de tous. Pourtant, aucune activité concrète n'a jamais suivi. Aujourd'hui, face à ce nouveau naufrage, la recommandation

posée sur la table du chef de l'État est désormais de confier la coordination de la relance à la Chambre de commerce.

Selon nos sources, cette dernière préconise une rupture avec le modèle actuel en explorant la voie d'un partenariat public-privé. L'objectif serait de créer une société de projet impliquant l'État, des investisseurs privés et des institutions financières locales. En misant sur cette approche, la Chambre espère mobiliser des capitaux locaux et garantir une gouvernance partagée. Plutôt que de s'en remettre à des séances de prières « pour conjurer le mauvais sort » comme le préconise l'entourage du groupe égyptien, cette nouvelle approche permettrait de transformer un fiasco en symbole de réussite collective.

Toufè Maecha

PRODUITS PÉTROLIERS

La SCH interdit les bidons dans les stations-service

Pour éviter les longues files d'attente dans les stations-service, la Société comorienne des hydrocarbures (SCH), en partenariat avec la gendarmerie nationale et le Syndicat national des transporteurs des Comores, Usikani wa Masiwa, va lancer une opération d'interdiction des bidons dans les stations-service.

Désormais, les pompistes ne seront autorisés à servir que les véhicules. Les bidons ne seront plus acceptés. Cette décision a été prise lors d'une réunion tenue le 4 mars dernier à la SCH. Depuis l'annonce du gouvernement concernant la crise au Moyen orient, susceptible de bouleverser le commerce international, les stations-service sont prises d'assaut par les automobilistes par crainte de pénurie de carburant. De nombreux usagers cherchent à remplir des bidons pour constituer des réserves. Pourtant, le gouvernement a assuré qu'il n'y a

aucun risque de rupture de stock. La SCH a également tenu à rassurer la population. Dans ce contexte, le Syndicat national des transporteurs des Comores, Usikani wa Masiwa, s'est rendu au siège de la SCH pour s'informer sur la situation. Une réunion a été organisée dans la foulée entre la direction de la SCH, le syndicat et des représentants de la société civile.

Le conseiller chargé des relations publiques de la SCH, Ahmed Soudjaji Kifia, a affirmé que les stocks sont suffisants. « Nous disposons d'une quantité importante de carburant, suffisante jusqu'à la fin du Ramadan. Un bateau est attendu vers la fin du mois de mars. Le problème vient d'une confusion liée à la situation internationale, notamment la guerre en Iran. Ce que le gouvernement a annoncé est clair : il n'y a aucun problème d'approvisionnement. Mais la population cède facilement aux spéculations », a-t-il déclaré. Il a également

suggéré au syndicat de travailler en collaboration avec la gendarmerie pour mettre fin au remplissage des bidons dans les stations-service. « On voit parfois une seule personne avec cinq bidons de vingt litres, ce qui crée des files d'attente. Cela doit cesser. Toute personne souhaitant s'approvisionner doit venir avec son véhicule. Quelle que soit la quantité, le carburant doit être versé directement dans le réservoir du véhicule », a-t-il précisé.

À partir de ce jeudi, la SCH, avec l'appui de la gendarmerie, déploiera des agents dans les stations-service pour veiller au respect de cette mesure. Les pompistes ne seront autorisés à servir que les véhicules. Cette proposition a été bien accueillie par Usikani wa Masiwa. « Si cela peut réduire les longues files d'attente dans les stations-service, c'est une bonne chose, surtout en ce mois de Ramadan. Voir ces files impressionnantes suscite l'inquiétude. Mais



Réunion de travail au siège de la SCH.

après avoir constaté les stocks dans les citernes et entendu les assurances concernant l'arrivée d'une nouvelle cargaison à la fin du mois, je suis rassuré », a déclaré un membre du syndicat. De son côté, un agent de la sécurité civile a mis en garde contre les dangers liés au stockage de carburant à domicile. « Il est dangereux de conserver plusieurs bidons d'essence à la maison. En

cas d'incendie, l'intervention devient très difficile. Nous avons déjà été confrontés à ce type de situation, avec des habitations entièrement détruites par les flammes. Nous conseillons donc à la population de ne pas stocker de grandes quantités de carburant chez elle », a-t-il averti.

Nassuf Ben Amad

TENSIONS RÉGIONALES :

Moroni et Abu Dhabi privilégient la diplomatie

Le président des Émirats arabes unis, Mohamed bin Zayed Al Nahyan, a échangé par téléphone le 03 mars dernier avec le chef de l'État de l'Union des Comores, Azali Assoumani. Les deux dirigeants abordent les développements récents dans la région et les conséquences de l'escalade militaire sur la sécurité et la stabilité.

Le président des Émirats Arabes Unis, Mohamed bin Zayed Al Nahyan, a reçu un appel téléphonique de son homolo-

gue comorien, Azali Assoumani en début de semaine. Les deux dirigeants ont discuté sur plusieurs questions liées à la situation sécuritaire dans la région. Au cours de cet entretien, ils ont examiné les développements récents et les répercussions de l'escalade militaire sur la stabilité régionale. Ils ont par la suite échangé également leurs points de vue sur les moyens de préserver la sécurité et d'éviter une aggravation des tensions. Et le président comorien a commencé par condamner certaines attaques visant le terri-

toire des Émirats Arabes Unis ainsi que d'autres pays de la région. « Les attaques iraniennes contre les Émirats Arabes Unis et plusieurs États frères constituent une violation de la souveraineté des pays et des lois internationales », affirme Azali Assoumani. Le chef de l'État estime que ces actes « compromettent la sécurité et la stabilité régionales ».

Les deux dirigeants ont réaffirmé également leur attachement aux principes du droit international et au respect de la souveraineté des États. Dans un contexte marqué par des

tensions géopolitiques persistantes, ils ont souligné la nécessité de renforcer la coopération et la concertation entre les pays afin de préserver la paix. Au-delà de la condamnation des attaques, les deux responsables ont mis l'accent sur la recherche de solutions pacifiques. « Le dialogue et les solutions diplomatiques constituent la meilleure voie pour résoudre les crises et préserver la stabilité régionale et internationale », déclarent les deux dirigeants.

Cette conversation intervient dans une période où plusieurs pays

appellent à la désescalade et à la retenue afin d'éviter une aggravation des tensions dans la région. Pour les deux chefs d'État, la coopération et la concertation entre les nations demeurent essentielles pour garantir la sécurité collective. À travers cet échange, les présidents des Émirats arabes unis et de l'Union des Comores réaffirment leur engagement à soutenir les efforts visant à promouvoir la paix, la stabilité et le dialogue entre les nations.

Ibnou M. Abdou



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)
DATE 06 MARS 2026

Avis à Manifestation d'Intérêt : 2026/002/AMI/STATCAP-KM/Consultant-Agricol

Recrutement d'un consultant International en appui à la réalisation de l'enquête Agricole

1. Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale (BM) pour couvrir le coût du Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le « recrutement d'un consultant International en appui à la réalisation de l'enquête Agricole. Dans ce cadre, il est prévu la réalisation d'une Enquête Agricole Annuelle visant à produire des statistiques fiables sur les exploitations agricoles, les rendements, la production, les pratiques culturales et les filières stratégiques. Afin d'assurer la conformité aux standards internationaux (FAO, ODD, bonnes pratiques statistiques) et aux exigences des partenaires techniques et financiers, l'INSEED recrute un(e) consultant(e) international(e) pour appuyer l'ensemble du cycle de l'enquête.

C'est dans ce contexte que le projet envisage de

recruter un consultant international afin d'apporter un appui technique de haut niveau couvrant l'ensemble du processus d'enquête : conception méthodologique, élaboration des outils, supervision de la collecte, apurement, traitement, analyse et publication des résultats.

2. Qualifications

Formation :
Diplôme minimum requis : Ingénieur des Travaux Statistiques (ITS) ou Master II en Statistique, Économétrie, Démographie ou domaine connexe ;

Expérience :

Une expérience supplémentaire (Doctorat) constitue un atout ;
Minimum 8 à 10 ans d'expérience en conception et conduite d'enquêtes agricoles ou socio-économiques à grande échelle ;
Expérience confirmée dans l'élaboration de plans d'échantillonnage complexes et systèmes de pondération ;

Maîtrise des logiciels statistiques (STATA, R ou équivalent) ;
Expérience dans des contextes similaires (Afrique, petits États insulaires) souhaitée ;
Excellentes capacités rédactionnelles en français

Les consultants intéressés doivent fournir un dossier de candidature comprenant : une lettre de motivation, un CV détaillé mettant en évidence les qualifications et expériences et les copies et attestations de travail.

Les Termes de Référence (TDR) détaillés peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessous, les dossiers de candidatures doivent être envoyés au même adresse au plus **tard le 3 avril 2026**.

A l'attention du coordinateur du projet STATCAP-KM
Adresse: Moroni-Union des Comores
Tél : 00269 365 53 04
Email : recrutement.statcap@gmail.com



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)
DATE 06 MARS 2026

Avis à Manifestation d'Intérêt : : 2026/001/AMI/STATCAP-KM/Consultants-RGPH

1. Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale (BM) pour couvrir le coût du **Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)** et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le « recrutement de consultants nationaux afin d'appuyer la préparation et la mise en œuvre du recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH). La mise en œuvre de ces opérations statistique de grande envergure, nécessite un renforcement des capacités techniques, organisationnelles et logistiques de l'équipe national chargée de leur préparation et de leur exécution.

C'est dans ce contexte que le projet envisage de recruter des consultants nationaux afin d'appuyer l'organisation, la coordination et la mise en œuvre des activités liées au RGPH.

2. Postes à pourvoir

• **Un (01) Gestionnaire en appui aux opérations du RGPH :**
* **Formation :** Master II minimum en statistique, démographie, économie ou gestion ;

* **Expérience :** 8 à 10 ans d'expérience en gestion d'opérations statistiques ; Expérience confirmée en coordination du terrain ;

* **Bonne maîtrise** des procédures Banque Mondiale ; forte capacité organisationnelle

• **Un (01) Statisticien en appui technique au RGPH :**

* **FORMATION :** Doctorat (PhD) en statistique, démographie, économétrie ou discipline quantitative ;

* **EXPERIANCE :** Minimum 03 ans d'expérience dans des recensements ou enquêtes nationales ;

Expertise en méthodes de couverture censitaire et contrôle qualité; maîtrise des outils CAPI, SIG et logiciels statistiques; expérience avec Banque Mondiale, UNFPA ou autres partenaires; excellentes capacités rédactionnelles

• **Un (01) Logisticien en appui à l'organisation logistique du RGPH**

* **FORMATION :** licence minimum en Administration des affaires ; formation en logistique management ou domaines connexes ;

* **EXPERIANCE :** expérience confirmée en gestion logistique; maitrisé des outils bureautiques (Excel, suivi inventaires) ; Excellente maitrise du français et l'anglais ; rigueur, sens de l'organisation et capacité multi- acteurs.

Les consultants intéressés doivent fournir un dossier de candidature comprenant : une lettre de motivation, un CV détaillé mettant en évidence les qualifications et expériences et les copies et attestations de travail.

Les Termes de Référence (TDR) détaillés peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessous, les dossiers de candidatures doivent être envoyés au même adresse au plus **tard le 3 avril 2026**.

A l'attention du coordinateur du projet STATCAP-KM
Adresse: Moroni-bureau de l'UGP/STATCAP-km
Bâtiment de l'INSEED en face de l'Ambassade de France
Tél : 365 53 04
Email : recrutement.statcap@gmail.com;
cc mialmahayati90@gmail.com

CULTURE :

Nourzade Ali, brodeuse de kandou contre la montre

En plein mois de Ramadan, la brodeuse comorienne Nourzade Ali, redouble d'efforts pour honorer les nombreuses commandes de kandou passées en vue de l'Aïd El-Fitre. Entre responsabilités familiales, prières et travail artisanal, cette mère de famille s'active pour terminer jusqu'à une vingtaine de tenues traditionnelles avant le 27^e jour du mois sacré, avec l'aide précieuse de son entourage.

Mère de famille et artisanne, Nourzade Ali pratique la broderie traditionnelle du kandou, une tenue emblématique de la culture comorienne. Durant le mois de Ramadan, son activité devient à la fois plus intense et plus rentable, en raison de l'augmentation des commandes à l'approche de l'Aïd. « Les commandes en ce mois de Ramadan se multiplient encore plus que les autres mois et doivent être terminées avant le 27^e jour », explique-t-elle. Le kandou est un habit traditionnel porté aux Comores aussi bien par les enfants que par les adultes. On le revêt lors des cérémonies de mariage, des funérailles,

à la mosquée et même dans le monde professionnel. Il symbolise à la fois l'élégance vestimentaire et l'identité culturelle comorienne.

Durant le mois sacré, la brodeuse doit jongler entre ses responsabilités familiales et son travail artisanal. « Le Ramadan rend le travail rentable mais difficile. Je reçois beaucoup de commandes, notamment de belles-familles qui souhaitent offrir des cadeaux aux futurs mariés, ou de mamans qui commandent des kandou pour leurs petits garçons ou leurs époux. Le plus compliqué, c'est que toutes ces commandes doivent être terminées avant le 27^e jour pour être portées le jour de l'Aïd », confie-t-elle. Pour tenir ce rythme soutenu, Nourzade Ali peut compter sur le soutien de son entourage. « Je peux avoir entre 15 et 20 kandou à terminer avant la fin du Ramadan. Ma famille m'aide beaucoup : elle s'occupe de mes enfants et surtout de la préparation du dîner d'iftar pour mon époux. Certaines amies viennent aussi me prêter main-forte pour les finitions », raconte-t-elle.

La confection d'un kandou

demande patience et minutie. Selon la brodeuse, le processus comporte une dizaine d'étapes, dont certaines nécessitent l'intervention de deux ou trois personnes. Installée sur une natte dans son salon, elle travaille du matin au soir entourée de fils de différentes couleurs blanc, beige, doré ou argenté d'aiguilles de plusieurs tailles et de sacs en coton remplis de tissus. Autour d'elle, quelques kandou sont déjà terminés tandis que d'autres attendent encore leur dernière broderie. Le prix d'un kandou varie en fonction de la qualité du tissu et de la relation avec la cliente. « Les tissus ne sont pas tous les mêmes. Certains sont plus élégants et raffinés, d'autres plus simples. Le prix dépend donc de la qualité du tissu, mais aussi de la relation que j'ai avec la cliente. J'accorde souvent un tarif préférentiel à mes clientes fidèles », précise-t-elle. Malgré ce rythme soutenu, les moments de prière restent pour elle des instants de pause et de recueillement qui rythment sa journée de travail.

El-Aniou Fatima



Kandou traditionnel brodé.



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

MINISTÈRE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)
DATE 06 MARS 2026

Avis de publication d'appel d'offres National (réservé aux entreprises Nationales):

2026/002/AOON/STATCAP-KM/Package des enquêteurs.

Le gouvernement de l'Union des Comores à travers le Ministère des Finances, du Budget et du secteur Bancaire a reçu un financement additionnels de la Banque mondiale pour financer le **Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)**, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché « **d'acquisition des imperméables, des sacs à dos, tee-shirt, casquettes stylos, bloc-notes** »).

L'Unité de gestion du projet STATCAP-KM sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'**acquisition des imperméables, des sacs à dos, tee-shirt, casquettes stylos, bloc-notes, dans un délai de soixante (60) jours**.

1. La participation à cet appel d'offres est strictement limitée aux entreprises légalement constituées et enregistrées aux Comores. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de l'UGP du projet SATATCAP-KM

(dont l'adresse figure ci-après) et prendre connaissance du document d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 16h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous.

2. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous.

3. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante : bureau de l'UGP/ STATCAP-KM, Moroni, bâtiment de l'Institut Nationale des Statistiques des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) en face de l'Ambassade de France au plus tard le 03 avril 2026 à 14 heures 30 min.

4. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessus, **le 03 avril 2026 à 14 heures 35**.

5. Toutes les offres doivent comprendre une Déclaration de Garantie de l'Offre.

6. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulguation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

7. L'adresse au quelle il est fait référence ci-dessus est :

À l'attention de : Coordinateur du projet STATCAP-KM

Adresse : Moroni- Bureau de l'UGP du projet STATCAP, bâtiment de l'INSEED en face de l'Ambassade de France.

Tél : 00269 365 53 04

Adresse e-mail : recrutement.statcap@gmail.com, cc mialmahayati90@gmail.com

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de la Santé et de
la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

Le Directeur Général



جمهورية القمر المتحدة

وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والحماية الاجتماعية

إدارة الصحة

المدير العام

Appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un(e) consultant(e) national (e) pour l'évaluation de la politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) des Comores 2018-2025 et la réactualisation de la PNNA 2026-2030

Date de l'appel : 05 mars 2026

Date limite de réception des offres : 20 mars 2026 à 14h00.

Le ministère de la Santé à travers la Direction Générale de la santé, avec l'appui financier de l'UNICEF et du Projet Santé Diabète, recrute un Consultant national pour l'évaluation de la politique nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) des Comores 2018-2025 et la réactualisation de la PNNA 2026-2030.

Poste : Consultant national

Durée de la consultation : 45 jours

Principales Missions	Qualifications requises
<p>Tâche du consultant :</p> <ul style="list-style-type: none"> Proposer une note méthodologique pour la conduite de la consultation (évaluation et réactualisation) ainsi qu'un planning de réalisation. Elaborer le rapport de l'évaluation Réactualiser la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation 2026-2030 Organiser et faciliter l'atelier de restitution et de validation des travaux relatifs à la consultation Intégrer les observations issues de l'atelier et produire les documents finaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Etre titulaire d'un diplôme de master en santé publique ou science sociale ou domaine connexe, Avoir une expérience professionnelle, d'au moins cinq (5) ans dans l'élaboration de politiques, stratégies ou documents similaires ; Avoir une expérience avérée dans le domaine de la Nutrition
<p>Livrables :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une note méthodologique pour la conduite de la consultation ainsi qu'un chronogramme de réalisation. Rapport de l'évaluation Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation Rapport final de la consultation 	<ul style="list-style-type: none"> Avoir une bonne maîtrise de la langue française (écrit et oral) Avoir de bonnes connaissances dans les domaines du genre et de l'équité, du changement climatique, Avoir une capacité rédactionnelle avérée. Avoir une bonne Connaissance et maîtrise des outils informatiques. Être disponible pour la durée de la consultation.

Dépôt du dossier de soumission :

Cette consultation est ouverte exclusivement aux consultants nationaux.

Le dossier de candidature devra :

- Être déposé physiquement au secrétariat de la Direction Générale de la Santé situé à Moroni, rue de la corniche (projet palu),
- Envoyé simultanément à l'adresse email suivante : coordinationsdf@gmail.com

Le dossier de candidature du consultant national devra comprendre :

- Note méthodologique décrivant la démarche qui sera suivie pour répondre aux termes de référence de la consultation et l'échéancier de mise en œuvre.
- CV détaillé, avec documents justifiant l'expérience en matière d'élaboration de documents similaires.

Date limite de réception des offres : le 16 mars 2026 à 14h00

Toute candidature reçue après cette échéance ne sera pas prise en considération.